

Echos de la Représentation de la FAO au Tchad



N°20 - Déc 2013 - Janv 2014

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

Edito

2014 : Année internationale de l'agriculture familiale

Chers lecteurs, chers partenaires, je profite de ce premier numéro 2014 des «Echos de la Représentation de la FAO au Tchad» pour vous présenter, au nom de toute l'équipe de la FAO/Tchad, nos meilleurs vœux de santé et de réussite pour la nouvelle année.

Cette nouvelle année a été proclamée «année Internationale de l'agriculture familiale» par l'ONU. Une occasion de réfléchir sur les meilleures manières de réhabiliter ce modèle d'agriculture. L'agriculture familiale contribue à l'éradication de la faim et de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence, à la gestion des ressources naturelles, à la protection de l'environnement et au développement durable, en particulier dans les zones rurales.

Les agriculteurs familiaux font face à de nombreuses contraintes et doivent être soutenus à travers des politiques et un environnement propice pour leur permettre de jouer pleinement leurs rôles. L'agriculture familiale qui occupe une grande partie de la population mondiale a déjà démontré qu'elle offre des types de production très variables, peut être plus efficace économiquement et fait preuve de flexibilité, de capacité à innover et à intégrer des innovations pour s'adapter aux changements divers (contexte socio-économique, climat...). Bien accompagnés, les agriculteurs «font partie de la solution face à l'enjeu de la sécurité alimentaire et du développement durable» comme le souligne le Directeur Général de la FAO dans son message à ce sujet.

A l'heure actuelle, les exploitations familiales au Tchad demeurent au cœur des préoccupations des autorités nationales, et la considération envers ces acteurs continue de croître. La diffusion à titre gracieux du message du Directeur Général de la FAO à ce sujet dans la presse nationale en est un bel



photo ©FAO TCHAD

exemple. Vous retrouverez son message en intégralité dans ce numéro.

La situation qui prévaut actuellement en RCA et qui provoque un afflux massif de retournés tchadiens, qui connaissent peu ou ignorent même tout de leur pays d'origine, demeure inquiétante. Parmi ces retournés, de nombreux agriculteurs et éleveurs arrivent au Tchad dans des conditions difficiles et la FAO est mobilisée dans la préparation d'un appui conséquent. Plus de détails à ce sujet sont fournis dans les colonnes de ce bulletin.

Et bien sûr «Les échos de la Représentation» abordent les différents projets menés par la FAO qui concourent à améliorer l'agriculture familiale: les débuts d'un nouveau projet qui porte sur la politique semencière au Tchad, les avancements du recensement général de l'agriculture et de l'élevage initié depuis 2012, la signature du pacte

PDDAA (Programme de développement agricole en Afrique), les progressions dans la mise en place du processus REDD+ (réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement) au Tchad, l'appui à la mise en place du système d'informations sur la sécurité alimentaire et d'alerte précoce et bien d'autres sujets.

Avant de vous souhaiter une bonne lecture, je tiens à vous faire savoir que ce numéro est le dernier que je réalise en tant que responsable de la publication, car à partir du mois de février 2014, je serai Représentant de la FAO en Côte d'Ivoire. Je remercie tous les collègues qui ont permis la parution régulière de ce bulletin malgré les difficultés et les défis que cela implique.

Très bonne lecture !»

Germain Dasyva
Représentant de la FAO au Tchad

La révolution de l'agriculture familiale

José Graziano da Silva: «A chaque époque, ses défis. Et à chaque défi, ses réponses»

Dans les années 1960, l'Asie du Sud était menacée par la famine. De nouvelles variétés de blé et de riz à haut rendement, réceptives à l'application intensive d'intrants et à l'irrigation, ont permis d'accroître la production de façon spectaculaire. Mises au point sous l'impulsion de Norman Borlaug, elles ont contribué au lancement de la Révolution Verte qui a eu le mérite de sauver des centaines de millions de vies humaines. C'était la réponse adaptée au spectre de la crise alimentaire qui planait sur le monde il y a un demi-siècle.

Aujourd'hui, nous ne nous trouvons pas confrontés à la famine – mais nous sommes à la croisée des chemins.

Même si le monde produit désormais assez pour nourrir la planète entière, quelque 842 millions de personnes n'ont pas les moyens de se procurer une nourriture suffisante et souffrent encore de sous-alimentation chronique. Et l'avenir nous réserve un enjeu supplémentaire, celui de nourrir une population mondiale qui devrait avoir une alimentation plus saine et équilibrée et devrait dépasser la barre des 9 milliards d'habitants à l'horizon 2050.

Parallèlement, les agriculteurs - et toute l'humanité - se heurtent déjà aux nouveaux enjeux constitués par le changement climatique. Sans compter la dégradation des ressources en terres et en eau et d'autres impacts négatifs sur l'environnement qui nous montrent les limites des systèmes d'agriculture intensive. Nous devons trouver une solution inédite, au même titre que la Révolution Verte, mais qui réponde aux exigences actuelles – car le même outil ne peut servir à relever deux défis différents.

Ainsi, il nous faut des systèmes agricoles véritablement durables en mesure d'assurer les besoins alimentaires futurs du monde. Et rien ne se rapproche plus du modèle de production vivrière durable que l'agriculture familiale.

C'est donc à juste titre que l'ONU a proclamé 2014 « Année internationale de l'agriculture familiale » en offrant l'occasion de rendre hommage au rôle des petits agriculteurs dans l'éradication de la faim et la conservation des ressources naturelles, éléments essentiels de l'avenir durable



photo: ©FAO TCHAD

auquel nous aspirons.

Il ne s'agit pas de soutenir l'agriculture familiale au détriment de l'agriculture spécialisée à grande échelle, qui a, elle aussi, un rôle important à jouer dans l'approvisionnement alimentaire de la planète et doit relever ses propres défis, notamment l'adoption d'approches durables.

Mais nous avons moult enseignements à tirer des pratiques durables des agriculteurs familiaux, catégorie qui regroupe, entre autres, exploitants à petite et moyenne échelle, paysans, communautés autochtones et traditionnelles, petits pêcheurs, éleveurs et cueilleurs.

Une grande partie de l'expérience acquise en matière de systèmes agricoles durables nous vient des fermes à gestion familiale. Au fil des générations, les agriculteurs familiaux ont transmis leurs connaissances et leur savoir-faire, préservant et perfectionnant de nombreuses pratiques et technologies favorisant la pérennité de l'agriculture. Grâce à des techniques innovantes comme la construction de terrasses et l'adoption de pratiques sans labour, ils sont toujours parvenus à continuer à cultiver des terres souvent marginales.

La conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles sont enracinées dans la logique productive des exploitations familiales. La nature très diversifiée de leurs activités agricoles leur confère un rôle

central dans la promotion d'un environnement durable, sauvegardant la biodiversité et contribuant à des régimes alimentaires plus sains et plus équilibrés. Par ailleurs, les agriculteurs familiaux jouent un rôle central dans les circuits locaux de production, de commercialisation et de consommation, non seulement en luttant contre la faim, mais aussi en créant des emplois, en générant des revenus et en stimulant et en diversifiant les économies locales.

A l'échelle mondiale, les fermes familiales sont estimées à 500 millions, et d'après une enquête menée par la FAO dans 93 pays, elles représentent en moyenne plus de 80 pour cent de toutes les exploitations. Dans les pays développés comme dans les pays en développement, les agriculteurs familiaux sont les principaux producteurs de la nourriture consommée à l'échelon local et les gardiens de la sécurité alimentaire.

D'après les expériences conduites dans de nombreux pays, on constate que les agriculteurs familiaux sont tout à fait en mesure d'accroître leur production s'ils disposent d'un cadre de politiques approprié et efficace.

Or, paradoxalement, plus de 70 pour cent des populations victimes d'insécurité alimentaire vivent dans les zones rurales des pays en développement. Beaucoup sont des producteurs de subsistance qui ne cultivent pas suffisamment pour nourrir leurs familles et n'ont qu'un accès limité à

Les au revoir de Germain Dasylla, Représentant de la FAO au Tchad

des ressources naturelles souvent dégradées. Cela les rend particulièrement vulnérables aux chocs externes, y compris ceux liés au changement climatique.

Trop souvent par le passé, les agriculteurs familiaux ont été considérés comme un problème à résoudre au moyen de politiques sociales n'ayant qu'un potentiel limité.

C'est cet état d'esprit qu'il faut changer. Les agriculteurs familiaux ne font pas partie du problème; ils font au contraire partie de la solution face à l'enjeu de la sécurité alimentaire et du développement durable.

Mais il y a des limites à ce qu'ils peuvent accomplir par eux-mêmes. Gouvernements, organisations internationales, organismes régionaux, organisations de la société civile, secteur privé et institutions de recherche, tous ont un rôle à jouer pour offrir ce soutien et créer un environnement propice leur permettant de prospérer.

Les besoins des agriculteurs familiaux sont identiques partout dans le monde, ils se résument à: une assistance technique et des politiques de soutien s'appuyant sur leurs connaissances pour accroître la productivité; des technologies appropriées; des intrants de qualité adaptés à leurs exigences et au respect de leur culture et de leurs traditions; une attention particulière aux femmes et aux jeunes agriculteurs; un renforcement des organisations de producteurs et des coopératives; un meilleur accès à la terre et à l'eau, au crédit et aux marchés; et enfin, une plus grande intégration dans les chaînes de valeur.

L'Année internationale de l'agriculture familiale 2014 nous offre la possibilité de réhabiliter ce secteur crucial. En choisissant de rendre hommage aux petits agriculteurs, nous reconnaissons qu'ils doivent être des figures de proue face au double enjeu auquel est confronté le monde aujourd'hui: améliorer la sécurité alimentaire tout en préservant les ressources naturelles si cruciales.

C'est le défi de notre époque. Et nous sommes prêts à le relever, en accordant aux agriculteurs familiaux toute l'attention et le soutien qu'ils méritent.

Arrivé en fin de mission, le Représentant de la FAO, M. Germain Dasylla a rendu visite à plusieurs Membres du Gouvernement en charge des secteurs relevant du mandat de la FAO pour les informer de son départ du Tchad pour un nouveau pays d'accréditation, la Côte d'Ivoire.

Entre le 15 janvier et le 2 février, date de son départ du Tchad, le Représentant a rencontré les Ministres des Affaires étrangères et de l'Intégration Africaine, de l'Agriculture et de l'Irrigation, du Développement pastoral et des productions animales assurant également l'intérim du Ministre de l'Hydraulique Rurale et Urbaine, de l'Environnement et des Ressources Halieutiques. Ainsi, aux différents Membres du Gouvernement, le Représentant a annoncé la fin de sa mission au Tchad et son affectation en République de Côte d'Ivoire. Il a aussi remercié les membres du Gouvernement pour toutes les facilités qui lui ont été accordées, et a fait le point des actions qu'il a mené durant son séjour de trois années au Tchad.

Parmi les sujets évoqués lors de ces rencontres, on retiendra que la FAO/Tchad a été aux côtés du Gouvernement dans la préparation du forum sur le développement du monde rural qui a eu lieu en janvier 2012, la préparation du plan quinquennal de développement de l'Agriculture ayant servi à alimenter le PND (2013-2015), l'élaboration du cadre de programmation du pays (CPP) pour la période 2012-2016, l'élaboration et la mise en œuvre de plusieurs projets de développement en faveur des populations tchadiennes.

On peut citer entre autres le projet de formulation d'une Stratégie et d'un Plan de Développement de l'Aquaculture, le projet de formulation d'une Stratégie et d'un Plan de Développement de la Foresterie Urbaine et Péri Urbaine de la ville de N'Djaména, la mise en œuvre de la Coopération Sud-Sud entre le Tchad et le Vietnam en appui au PNSA, l'appui à la réalisation des recensements de l'élevage et de l'agriculture (RGE – RGA), l'élaboration en cours d'une politique nationale semencière, le projet d'appui à la gestion intégrée du manioc, l'initiative d'élaboration d'un avant projet de code pastoral et le projet d'appui à la mise en place d'un Système d'information durable sur la sécurité



Le Ministre des affaires étrangères et de l'intégration africaine, M. Moussa Faki Mahamat et le Représentant de la FAO

alimentaire et d'alerte précoce.

Les activités de reconstruction et de réhabilitation des moyens d'existence des populations sont également importantes puisqu'en trois années, plus de 700.000 ménages ont été appuyés et leur résilience, renforcée, surtout dans le Sahel, région affectée par les aléas climatiques et les afflux de personnes touchées par les crises du Darfour, de la Libye et dernièrement de la RCA.

Au cours de ces rencontres, M. Germain Dasylla a souligné que son successeur pourra poursuivre avec les Autorités la finalisation des dossiers en instance comme la signature d'un nouvel accord-cadre de coopération entre le Tchad et la FAO, l'organisation de la table ronde des partenaires pour la mobilisation des fonds en faveur du PND et du Programme national de sécurité alimentaire la reprise de la deuxième phase de la Coopération Sud-sud, la réflexion sur le foncier rural, l'appui aux jeunes intéressés par le monde rural (à travers des partenariats avec les universités par exemple) et la mise en place d'un système de micro-crédit en faveur du monde rural.

Près de 2 millions de Tchadiens menacés par l'insécurité alimentaire

Selon la synthèse de la situation alimentaire et nutritionnelle préparée par le Comité Technique du Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Crises (CASAGC) et publiée par son Comité Directeur, près de 1,9 millions de personnes sont affectées par l'insécurité alimentaire, dont environ 236.000 se trouvent en situation d'insécurité alimentaire sévère.

La problématique de l'insécurité alimentaire constitue une préoccupation majeure des plus hautes autorités de l'Etat qui ont inscrit cette question en priorité dans leur programme politique. Dans ce contexte, le CASAGC est un outil essentiel qui permet d'anticiper les solutions aux crises alimentaires. Début janvier 2014, le Comité Technique du CASAGC s'est donc réuni, regroupant des membres du gouvernement, d'ONG, d'Agences des Nations-Unis et de partenaires bilatéraux, pour proposer une synthèse sur les données statistiques provisoires de la campagne agro-pastorale 2013-2014 qui s'achève en mars 2014 et sur la situation alimentaire et nutritionnelle du pays.

Les différentes enquêtes (Pré-évaluation de la campagne menée par le CILSS /FAO/Fews Net/JRC-UE/Oxfam/PAM, ENSA, Cadre Harmonisé d'identification des zones à risques et des populations vulnérables, HEA, SMART), les informations du SISAAP et ceux du cluster sécurité alimentaire ont permis de caractériser la situation alimentaire et nutritionnelle. La synthèse de ces travaux met en relief une disponibilité alimentaire plus ou moins variable dans la bande sahélienne qui a fortement souffert d'une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies.

Par ailleurs, des difficultés d'accès à l'alimentation ont été constatées en raison d'une érosion du capital productif des ménages vulnérables dans certaines zones à risques mais aussi du prix élevé des denrées sur les marchés. Il ressort que près de 1,9 millions de personnes sont affectées par l'insécurité alimentaire, dont environ 236 000 se trouvent en situation d'insécurité alimentaire sévère.

La situation nutritionnelle reste quant à elle préoccupante avec un taux de malnutrition proche ou qui dépasse les seuils d'alertes fixés par l'OMS. Il est apparu que les personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle sévère rencontrent beaucoup de difficultés pour faire face à leurs besoins alimentaires immédiats et auront besoin d'une assistance dès le mois de février 2014. Les personnes en insécurité

alimentaire et nutritionnelle modérée auront besoin d'un soutien dans une optique de renforcement de leur résilience pour prévenir une dégradation de la situation pendant la période de soudure.

Au vu de ces résultats le CASAGC a émis plusieurs recommandations. A court terme, il s'agit de reconstituer les stocks de l'ONASA, d'organiser des distributions ciblées, des ventes subventionnées, ou d'envisager des transferts monétaires pour les plus vulnérables, de renforcer la prise en charge de la malnutrition et de faire le suivi des impacts des conflits dans les pays voisins qui pourront avoir des répercussions sur la situation alimentaire

des tchadiens. A moyen terme, il est recommandé de mettre en place diverses activités d'appui à la production agricole, aux systèmes d'élevage, aux systèmes de conservation et de transformation, aux activités nutritionnelles et sanitaires, au développement d'activités génératrices de revenus, ainsi que la poursuite du renforcement de la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le Comité Technique du CASAGC est actuellement en train d'élaborer un plan de réponse chiffré qui devrait permettre de mettre en lumière les besoins alimentaires, non-alimentaires et nutritionnels par région et d'orienter les actions nécessaires.

Le cluster Sécurité Alimentaire du Tchad : un cas d'école

La FAO et le PAM ont lancé depuis 2013 une large évaluation des activités des clusters Sécurité Alimentaire à travers le monde pour répondre aux problématiques de coordination dans les situations humanitaires d'urgence. Ces deux agences, leaders de ce groupe sectoriel orienté sur la sécurité alimentaire à travers l'assistance alimentaire et les actions agropastorales d'urgence étaient représentées au cours de l'évaluation menée du 13 au 17 janvier 2014 au Tchad. Sur le continent africain, le Tchad a été choisi comme exemple avec le Mali et le Kenya.

Durant cette semaine d'évaluation, deux consultants internationaux ont rencontré des membres du cluster Sécurité Alimentaire, à Ndjamena mais aussi à Abéché. Ces rencontres ont été menées auprès des acteurs œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire, qu'ils soient organisations non gouvernementales, internationales ou nationales, bailleurs de fonds mais aussi partenaires étatiques membres du cluster (CASAGC). Elles avaient pour but de clarifier le contexte dans lequel travaille le cluster, d'évaluer sa performance, son dynamisme, les résultats et les effets du groupe sectoriel, et identifier ses défis et perspectives.

Des recommandations ont été émises en premier lieu dans un aide-mémoire par l'équipe d'évaluation en attendant les conclusions finales qui vont figurer dans un rapport prévu pour le mois de juin 2014 et qui sera remis à Rome aux

directions des deux agences sœurs pour prise d'action. Les points importants relevés par l'équipe sont une motivation et un dynamisme reconnu de l'équipe de coordination, un bon engagement et participation des membres du cluster, l'intérêt des partenaires financiers pour la coordination (financement d'ECHO pour le cluster), un besoin de soutien à la dynamisation constante des liens entre la capitale et les régions ainsi que les partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux membres du cluster. Le cluster qui compte près de 35 membres prépare actuellement son plan d'action 2014 pour soutenir les initiatives humanitaires et de renforcement de la résilience auprès des populations les plus vulnérables du Tchad. L'équipe de coordination du cluster est composée de la FAO, du PAM et de l'ONG Action Contre la Faim.

Mobilisation générale pour les retournés de Centrafrique

La crise en République Centrafricaine a provoqué le retour de plus de 40.000 tchadiens vivants dans ce pays. Le système des Nations-Unies est mobilisé aux côtés du Gouvernement pour leur apporter assistance.

Compte-tenu de la détérioration de la situation politique, humanitaire et sécuritaire en RCA, le Gouvernement tchadien a lancé, le 21 Décembre 2013, une opération de rapatriement de ses ressortissants avec le soutien de l'OIM. Cette vague de retournés vient s'ajouter aux nouvelles arrivées des réfugiés centrafricains tout au long de l'année. A leur arrivée, à N'Djamena et au sud du pays, les retournés et réfugiés sont installés dans des sites de transit ouverts par le Gouvernement. Au Sud, on compte actuellement 6 sites (Bitoye, Baibokoum, Doba, Gore, Sido et Doyaba). Ces retournés sont majoritairement des tchadiens qui vivent en RCA depuis des années et n'ont souvent plus aucune attache familiale au Tchad. Ils auront besoin d'aide à court et à moyen terme, puisqu'ils retournent s'installer dans des régions fragiles et touchées par l'insécurité alimentaire.

L'OIM, le HCR, l'UNICEF et le PAM sont déjà présents sur le terrain en apportant des appuis multiformes. L'OIM et le HCR appuient le gouvernement dans le rapatriement et l'installation des retournés.

Depuis le 21 janvier, le PAM distribue de la nourriture aux retournés dans les centres de transit du Sud du pays. Il s'agit d'une ration pour 7 jours, composée de céréales, de légumineuses, d'huile et de farine enrichie, distribuée à 23.000 personnes (4.500 à Bitoye, 550 à Baibokoum, 3.200 à Doba, 2.800 à Gore, 7.600 à Sido, 4.300 à Doyaba). Le total des vivres distribués est de 65 tonnes métriques.

Le PAM prévoit également de fournir des biscuits à haute valeur énergétique, qui sont en train d'être acheminés par avion. Ces biscuits, faciles à distribuer, sont utiles au cours des premiers jours d'une urgence lorsque les installations de cuisine sont rares.

La FAO a visité les sites des retournés avec les autres agences au courant du mois de janvier 2014. Il a été constaté que de nombreux retournés proviennent des milieux ruraux et qu'ils sont intéressés à



Les tentes accueillent et abritent les retournés

pratiquer l'agriculture. Les autorités dans le Moyen Chari comme dans le Logone Oriental ont confirmé que l'accès à la terre ne devrait pas poser de problèmes. Tout appui pour rendre ces rapatriés plus dignes et productifs aiderait à favoriser la cohabitation pacifique et contribuerait à améliorer de manière durable la situation de la sécurité alimentaire et la nutrition. Pour le moment, la FAO estime que 20.000 personnes pourraient être appuyées dans un premier temps, à la production agricole la plus appropriée dans le milieu et le contexte de ces retours. En collaboration avec les services techniques compétents de l'Etat, les agences des Nations Unies et les autres acteurs sur le terrain, la FAO entrevoit des actions concertées pour

développer des synergies avantageuses dans toutes les interventions au bénéfice de ces populations. La destination finale des retournés sera certainement un élément très important pour la définition exacte des types de réponse à mettre en place. Elle permettra aussi la prise en compte des populations d'accueil qui subissent parfois de fortes pressions sur les ressources existantes.

Au côté du Gouvernement, l'UNICEF et ses partenaires fournissent un appui aux centres

de transit à travers le déploiement de personnel de santé, de fournitures médicales et d'abris. L'UNICEF a conduit des campagnes de vaccination de masse visant à atteindre plus de 15.000 enfants de moins de 5 ans dans la partie sud du Tchad. L'UNICEF fournit des kits basiques d'eau et d'hygiène aux familles et construit des dizaines de forages et environ 200 latrines d'urgence.

Dans le secteur de la protection de l'enfant, l'UNICEF apporte son soutien dans l'enregistrement, le profilage et le retraçage des familles, afin de faciliter la réunification des enfants séparés ou non accompagnés de leurs familles.

**situation à fin janvier 2014*

Le processus de mise en œuvre du PDDAA au Tchad se poursuit à travers la formulation du PNISR

Le programme détaillé du développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), est un cadre de mise en cohérence et de promotion des initiatives de croissance du secteur agricole et rural pour le développement économique et social. C'est un outil privilégié de planification développé en mettant en œuvre une approche participative et inclusive. Le plan national d'investissement du secteur rural (PNISR) qui fait suite à la signature du pacte PDDAA Tchad a mobilisé tous les acteurs locaux appuyés par les experts internationaux.

A l'instar des autres pays de la sous-région de l'Afrique Centrale, le Tchad s'est résolument engagé dans le processus de mise en œuvre du PDDAA. La mission conjointe d'appui de la FAO (bureau sous-régional pour l'Afrique centrale et centre d'investissement de la FAO) qui a séjourné à N'Djaména en janvier a été mise à profit pour renforcer les capacités de l'équipe pays multisectorielle

en charge de l'élaboration du PDDAA et du point focal afin de permettre la formulation détaillée de la feuille de route, et de la méthodologie de l'élaboration du PNISR. Une répartition des tâches entre les différents consultants nationaux et le point focal servira à l'élaboration du budget et la planification des actions du PDDAA pour la période 2014-2020.

Appui de la FAO pour la réalisation du Recensement Général de l'Agriculture et le Recensement Général de l'Elevage

Les informations statistiques concernant le secteur agricole au Tchad, lorsqu'elles existent, sont souvent parcellaires, peu fiables ou pas à jour. Le dernier recensement de l'Agriculture au Tchad a été réalisé en 1972/73. Celui de l'Elevage remonte à 1976. Dans ces des circonstances, seuls de nouveaux recensements seront à même d'apporter la connaissance sur ces deux sous-secteurs.



photo: ©FAO TCHAD

Le dernier recensement de l'élevage remonte à 1976

Le rôle de l'information statistique est déterminant pour l'évaluation des réalisations, l'établissement des choix et la prise de décision pour une meilleure allocation des ressources.

Actuellement, le Tchad manque cruellement d'informations statistiques fiables, complètes et à jour, nécessaires pour la planification de son secteur agricole et rural et pour la formulation des stratégies et politiques et leur suivi et évaluation. Le pays a pourtant besoin de disposer de statistiques multisectorielles fiables afin, notamment, de garantir le suivi-évaluation du Plan National de Développement (PND 2013-2015), du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA phase II 2013-2020) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

C'est pour cette raison que le Gouvernement de la République du Tchad s'est engagé dans la réalisation du Recensement Général de l'Agriculture et du Recensement Général de l'Elevage (RGE), et a sollicité l'appui technique de la FAO dans ce processus à travers le projet intitulé « Assistance préparatoire au Recensement Général de l'Agriculture et au Recensement Général de l'Elevage » financé par la FAO dans le cadre de son Programme de coopération Technique (PCT).

Mieux orienter les investissements agricoles

Le RGA, investigation statistique de grande envergure, est l'occasion d'une réflexion institutionnelle sur la construction d'un système national de statistiques agricoles durable, l'optimisation des ressources et l'articulation entre les données structurelles et les données des enquêtes sur la production agricole et sur l'évolution du secteur agricole et de l'espace rural.

Le projet TCP aura à élaborer la méthodologie et les documents techniques du RGA sur la base du contenu du Programme mondial du recensement de l'agriculture recommandé par la FAO, élaborer la méthodologie et les programmes de traitement informatique du RGA, appuyer le traitement informatique, l'analyse et la publication des résultats des modules structurels (module de base et module des données communautaires) du RGA-pilote et finaliser le document du projet principal RGA.

Phase opérationnelle du RGE

En ce qui concerne le Recensement Général de l'Elevage, les activités préparatoires ont démarré depuis le mois de juin 2012, grâce au projet GCP/CHD/036/EC « Appui à la réalisation du Recensement Général de l'Elevage » financé par l'Union Européenne et exécuté par la FAO, pour une période de

14 mois, avec les travaux de révision et de finalisation de la méthodologie et des documents techniques, la mise à jour des programmes de la chaîne de traitement et l'actualisation et la validation de la stratégie de communication. La phase opérationnelle a débuté avec l'organisation, en décembre 2012, d'un atelier de formation des superviseurs nationaux et régionaux et des contrôleurs du RGE et la réalisation, en janvier et février 2013, du pré-recensement des zones de concentration des troupeaux en saison sèche et des points de passage frontaliers des animaux en direction de la transhumance internationale.

Le projet GCP/CHD/036/EC « Appui à la réalisation du Recensement Général de l'Elevage » a pris fin quand la phase principale du recensement proprement dit de l'élevage n'est pas encore effectuée. C'est ainsi qu'un nouveau projet a été formulé, le TCP/CHD/3402. Il aura à appuyer la formation à la collecte des données, le traitement informatique, l'analyse et la publication des résultats du RGE, assurer l'exploitation, l'analyse et la diffusion des résultats du Recensement Général de l'Elevage et assurer la dissémination des données statistiques agricoles du RGA et RGE à travers Country STAT-Tchad, guichet unique rapidement et facilement accessible sur le web, l'élaboration des bilans alimentaires et la mise en œuvre d'un système d'information géographique (SIG).

Ces deux opérations statistiques de grande envergure, qui sont le Recensement Général de l'Agriculture et le Recensement Général de l'Elevage, permettront au Tchad, d'une part, d'être au rendez-vous du Programme Mondial du Recensement de l'Agriculture 2010 préconisé par la FAO, et d'autre part, de contribuer à un meilleur pilotage et suivi des objectifs de la stratégie de relance de la production agropastorale, ainsi que le suivi des indicateurs des stratégies et politiques de lutte contre la pauvreté et des objectifs du millénaire pour le développement.

Introduction d'une nouvelle culture au Tchad : le Quinoa

Le gouvernement Tchad a sollicité et obtenu de la FAO le financement d'un projet de Coopération technique en vue d'introduire le Quinoa au Tchad. Face au besoin universel d'identifier des cultures pouvant produire des aliments de qualité, le Quinoa, plante des Andes offre une alternative notable pour contribuer à la sécurité alimentaire, en raison de ses caractéristiques nutritionnelles et de sa versatilité agronomique. Le lancement dudit projet a eu lieu le 3 février 2014 à N'Djaména.

Le Quinoa (*Chenopodium quinoa*) est une plante herbacée annuelle considérée comme une pseudo-céréale qui appartient à la famille des Amarantacées telles que la betterave et l'épinard.

Cette plante est cultivée depuis plus de 5 000 ans sur les hauts plateaux d'Amérique du Sud. Comme le haricot, la pomme de terre et le maïs, le quinoa était à la base de l'alimentation des civilisations précolombiennes. Dans les années 1970, les pays industrialisés en quête d'une alimentation plus saine découvrent les qualités nutritionnelles du quinoa qui est désormais distribué dans certaines grandes surfaces, dans les magasins de produits issus de l'agriculture biologique et du commerce équitable.

En 1996, le quinoa était considéré par la FAO comme l'une des cultures les plus prometteuses de l'humanité, non seulement en raison de ses propriétés bénéfiques et de ses nombreux usages, mais également l'alternative qu'il présente pour la lutte contre la malnutrition. C'est ainsi que, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2013 «Année internationale du Quinoa» afin de rendre hommage aux pratiques ancestrales des peuples andins qui ont su, de par leur savoir-faire et leur vie en harmonie avec la nature, préserver cet aliment pour les générations présentes et futures.



photo © fao.org

Flours de quinoa

Réputé pour sa capacité de résistance face à des conditions climatiques extrêmes (sécheresse, gel), le quinoa se développe dans un milieu aride où les sols, pauvres, sont exposés à la sécheresse, au gel, au vent violent et à la forte radiation solaire due à l'altitude. Le quinoa est très digeste, sans gluten, pauvre en lipides, mais riche en fer alimentaire et en protéines. En moyenne, le quinoa contient 16 à 18 % de protéines. Il contient également tous les acides aminés essentiels à la vie humaine. Sa graine rappelle le mil pénicillaire.

Actuellement, le quinoa est en cours d'expansion sur tous les continents grâce à son potentiel important d'amélioration des conditions de vie des populations et de renforcement de la sécurité alimentaire, notamment dans les pays où la population a peu ou pas accès aux sources de protéine et où les conditions de production sont limitées par les précipitations insuffisantes, la

disponibilité réduite des intrants et l'aridité.

Au vu des vertus du quinoa, le Gouvernement du Tchad a sollicité en 2013 l'assistance de la FAO pour la mise à disposition des experts nécessaires et des semences de variétés de quinoa dans le cadre d'un projet du Programme de Coopération Technique (TCP). Ce projet sera exécuté dans six régions pilotes.

Le projet, qui va démarrer cette année, entreprendra, à travers l'Institut Tchadien de Recherche Agronomique pour le Développement (ITRAD), l'introduction et l'évaluation de six (6) variétés de quinoas importés du Pérou et de la Bolivie. Il étudiera également les méthodes de culture, de production et d'utilisation sous diverses conditions climatiques. Les activités seront focalisées dans les régions soudanienne, sahélienne et saharienne du Tchad.



L'identification visuelle de l'année internationale du Quinoa (2013)

Lancement du projet d'appui à l'élaboration de la politique semencière au Tchad

Le lundi 3 février 2014, s'est tenu en présence du ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, du Ministre du développement pastoral et des productions animales, de la Secrétaire d'Etat à l'économie, au plan et à la coopération internationale, et du Représentant par intérim de la FAO, l'atelier de lancement du projet « d'appui à la formulation d'une politique semencière nationale ». A terme, le projet permettra au pays d'avoir une filière semencière de qualité au service de la sécurité alimentaire.

Le secteur semencier au Tchad est marqué par une désorganisation et une désarticulation de toutes ses composantes, ainsi que l'absence de coordination entre les différentes interventions dans le domaine. Cette situation appelle à la mise en place d'une politique semencière nationale afin que le gouvernement puisse élaborer sa vision du développement du secteur semencier et planifier les investissements nécessaires dans le court et moyen terme. Ce projet s'inscrit donc dans une optique de soutien de la FAO au gouvernement pour atteindre les objectifs de développement du secteur semencier, qui est l'une des principales composantes de la politique Nationale de Développement (2013-2015) à travers son axe Intensification et diversification des productions végétales.



photo: @Rasoulhango/FAO TCHAD

L'atelier de lancement a permis de revenir sur les objectifs et les résultats attendus du projet. Ainsi, avec cette assistance le Tchad sera doté d'un document de référence lui permettant une meilleure organisation de la filière tout en dégagant la vision, les orientations, la stratégie, les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes.

Ces dispositions entraîneront une amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité de semences de qualité, une augmentation sensible de la productivité des exploitations et des rendements des cultures, l'amélioration des revenus des producteurs et distributeurs de semences, des producteurs agricoles, l'incitation des opérateurs à la transformation des produits ainsi que l'amélioration de la balance commerciale du pays.

Par ailleurs la mise en œuvre d'une politique nationale nécessitera la mise en place d'un cadre réglementaire clair permettant de fixer les règles de fonctionnement de la production et de la commercialisation de semences au niveau national.

De g. à dr: le Représentant a.i de la FAO, le Ministre du développement pastoral et des productions animales, le Ministre de l'agriculture et de l'irrigation et la Secrétaire d'Etat à l'économie, au plan et à la coopération internationale, lors de l'atelier de lancement

Les bénéficiaires directs seront les services techniques du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (ITRAD, ONDR, SODELAC, DPVC), les organisations professionnelles d'agriculteurs, les groupements, les coopératives d'agriculteurs et leurs unions et fédérations, les associations et ONG, Projets,....).

Le service en charge de contrôle et de la certification des semences de qualité verra ses capacités techniques et opérationnelles renforcées à travers la formation des inspecteurs et des analystes semenciers et le renforcement des infrastructures et des équipements d'analyse et de contrôle/certification de qualité des semences.

Enfin, l'atelier a permis de dégager certaines recommandations à l'encontre du gouvernement, comme (i) de faciliter et encourager le processus

de formulation de la politique semencière, (ii) de prendre en compte les dispositifs institutionnels favorisant la mise en œuvre de la politique semencière nationale, (iii) de faciliter l'implication de tous les acteurs dans le processus de formulation du document de politique semencière et des textes législatifs, (iv) ainsi que d'impliquer les organisations faitières du monde rural dans la mise en œuvre de la politique semencière. Des recommandations ont également été adressées aux partenaires techniques et financiers pour (i) qu'ils apportent les appuis nécessaires à la mise en œuvre de la politique semencière, et (ii) qu'ils facilitent les échanges entre les pays membres du Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).

Soutien de la FAO aux populations vulnérables du Sahel est et ouest

La FAO présente dans la région du Kanem depuis 2009, reste constamment mobilisée pour soutenir les efforts des populations les plus vulnérables, régulièrement affectées par les aléas et risques climatiques.

Le Kanem, au même titre que le Barh El Gazal, le Batha, le Guera, le Ouaddaï et le Wadi Fira, fait partie des 6 régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire, avec près de 39% de populations affectées soit environ 132.560 personnes dont près de 11.683 en situation d'insécurité alimentaire sévère. Ces chiffres issus de la dernière Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire (ENSA novembre 2013), menée conjointement par le PAM et le Gouvernement avec un appui de la FAO, montrent que la région reste soumise aux aléas climatiques.

Fort de ce constat, la FAO poursuivra ses activités en faveur de la réduction de la pauvreté et de lutte contre la faim dans cette région à travers de nouveaux projets qui seront réalisés au cours de l'année 2014. Cet appui se traduira par

la mise en oeuvre:

- du projet « Aménagement participatif et valorisation des cuvettes oasiennes » financé dans le cadre du PADL-GRN (Projet d'appui au développement local – Gestion des ressources naturelles), financé par l'Union Européenne. Ce projet étalé sur 2 ans, permettra la protection durable de 20 cuvettes oasiennes par la mise en place de systèmes antiérosifs biologiques et de ceintures de haies vives ; ainsi que la production continue de légumes sur ces aires protégées.

- du projet de renforcement de la résilience des communautés pastorales du Kanem, financé par la Finlande, au profit de 60 villages, pour faire face aux chocs, et particulièrement ceux liés aux changements climatiques ;

- du projet régional de «Préparation et renforcement des moyens d'existence des ménages vulnérables face aux risques de catastrophes au Niger, Sénégal et Tchad» financé par la Belgique. Ce projet permettra de renforcer les capacités de résilience des ménages vulnérables face aux risques de sécheresse. 19 villages de la Sous préfecture de Mao sont concernés.

La visite de terrain du Représentant adjoint de la FAO, M. Marc Abdala à Mao et Nokou du 08 au 10 janvier, a été mise à profit pour rappeler aux communautés bénéficiaires l'engagement de la FAO dans cette région pour l'appui à la production agricole et animale ainsi que l'accompagnement des communautés pour faire face aux défis climatiques de la zone.

Renforcement des capacités de la société civile en vue de son implication dans les actions du projet REDD+ et le changement climatique

Le Tchad, membre de la COMIFAC s'implique de plus en plus dans le processus de gestion harmonisée des ressources naturelles à travers la formation des acteurs de la société civile et la mise en place d'un forum national réparti entre dix zones géographiques.

Un atelier tenu à N'Djaména du 21 au 23 janvier a rassemblé une trentaine de représentants des organisations de la société civile venus des différentes zones agro-climatiques du pays. L'objectif est d'améliorer leurs aptitudes et compétences afin qu'ils s'approprient les concepts de REDD+ et de changement climatique, et les actions de gestion des ressources naturelles.

L'accent a été mis sur la proximité des ONG avec les communautés locales et leurs capacités à les mobiliser pour contribuer de manière participative et efficace à l'exploitation rationnelle des ressources naturelles. Une analyse des causes et de l'impact d'une gestion irrationnelle des ressources naturelles et son incidence sur l'environnement a été présentée. Les mesures d'adaptation et d'atténuation à la portée des communautés locales et des autochtones ont été identifiées ainsi que leurs limites.

La session a fait ressortir la reconnaissance et la sécurisation des

droits coutumiers sur les forêts et les terres forestières ainsi que leur mode d'appropriation et d'utilisation durable et bénéfique dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Il est fait obligation à tous les pays membres de la COMIFAC (Commission des forêts d'Afrique Centrale) d'exiger de toutes les entreprises pétrolières de fournir au préalable un plan de sauvegarde environnementale et sociale ainsi que de réinstallation comme mesure d'atténuation.

Compte-tenu du retard accusé dans la mise en œuvre des activités nées de la Conférence des Ecosystèmes Forestiers dense et Humides en Afrique centrale (CEFDHAC), un bureau du forum national de CEFDHAC composé de 7 représentants des ONG et une plate forme sont mises en place au terme de cette formation avec des points focaux dans 10 zones.

Quant au projet de système de surveillance, de notification et de

vérification (MNV), les activités réalisées au cours de l'année 2013 ont été portées à la connaissance des participants.

Les recommandations qui en découlent portent sur:

- L'élaboration dans l'immédiat du projet d'inventaire forestier national dans un meilleur délai afin d'évaluer les ressources forestières et mettre en place un système de suivi à long terme de ces ressources ;

- La recherche de financement pour l'organisation des voyages d'échanges pour le renforcement des associations membres de la plate-forme FN-CEFDHAC TCHAD ;

- La mobilisation des ressources financières afin de réaliser l'inventaire forestier national dans un meilleur délai ;

- La dotation du Ministère de l'environnement et des Ressources Halieutique en moyens humains, matériels et financiers pour réaliser des études d'impacts environnemental et social, le suivi et l'évaluation des plans de gestion environnementale et sociale de projets pétroliers.

DOSSIER

Appui à la mise en place d'un système

L'Union européenne et la FAO se sont engagées à appuyer le Gouvernement dans la mise en place d'un système d'informations durable sur la sécurité alimentaire et d'alerte (SISAAP) qui permettra à la fois d'orienter les actions de développement et de disposer d'un dispositif d'alerte précoce pour anticiper et atténuer les effets négatifs des chocs sur les populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Rôle principal

Le nouveau système conféré par le SISAAP devra centraliser toutes les données relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de faciliter les processus de prise de décision. Il jouera un rôle de coordination des différents systèmes pourvoyeurs d'information au Tchad et assurera le secrétariat permanent du Comité d'Action sur la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Crises (CASAGC). Il apportera un appui au CASAGC par la mise à disposition d'orientations issues des informations recueillies et analysées, notamment en matière de suivi des zones à risques, d'alerte et de plan de réponses.



photo: ©FAO TCHAD

Le Comité Régional d'Action du Batha, le Comité Départemental d'Action du Batha Ouest, l'équipe du SISAAP et l'ONG Solidarités

Tirer les leçons du passé pour mettre en place un système durable

Le Tchad a connu diverses tentatives de mise en place d'un système d'information sur la sécurité alimentaire. Si ces initiatives ont permis un certain nombre d'avancées, force est de constater que l'existence d'un dispositif pérenne internalisé par le Gouvernement reste un défi majeur au Tchad.

Le nouveau partenariat vise à renforcer le dispositif national afin de détenir une information fiable, disponible à temps mais aussi de créer les conditions qui permettront son appropriation et la pérennisation des résultats obtenus. La mise en place d'une nouvelle structure fonctionnelle et opérationnelle, couplée au renforcement des capacités de ses

parties prenantes, contribueront à réduire l'effet négatif des chocs agro-climatiques et socio-économiques sur les ménages, grâce à une aide à la décision pour une meilleure gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Il est important de veiller à ce que la nouvelle structure et son mécanisme de fonctionnement puissent répondre aux faiblesses des initiatives précédentes et garantir l'obtention de données fiables régulières.

Un accent particulier sera mis sur le renforcement des capacités opérationnelles des dispositifs locaux (Comités régionaux d'action (CRA), comités départementaux d'action (CDA) et services pourvoyeurs

d'information (services déconcentrés), pour pouvoir faire remonter les informations plus rapidement, mais aussi pour impliquer au maximum les structures au niveau déconcentré, assurer leur appropriation du système et enfin susciter la prise de décision depuis le niveau local pour orienter a développement.

La durabilité du système dépendra des efforts déjà engagés par le Gouvernement et de l'implication de toutes les parties prenantes, y compris des partenaires techniques et financiers et des Organisations Non Gouvernementales engagées au niveau local.

d'informations durable sur la sécurité alimentaire et d'alerte

■ Implication des services pourvoyeurs d'information étatiques

Sous la supervision du Secrétariat général du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation, l'équipe de la coordination nationale du SISAAP a rencontré les différents services pourvoyeurs d'information le 9 décembre 2013. Depuis lors, l'équipe a initié des séances de travail bilatérales avec les Services Pourvoyeurs d'Informations (SPI) impliqués pour mieux comprendre leurs attributions actuelles, et les données collectées. Les échanges permettent de clarifier les difficultés rencontrées par les SPI pour mener à bien leurs missions respectives et d'envisager les besoins prioritaires qui pourront être satisfaits durant le projet d'appui à la mise en place du SISAAP. A l'heure actuelle l'équipe a pu rencontrer l'ONASA, la DPSA, la DREM, l'ONDR, la SODELAC, la DESPA. L'équipe rencontrera prochainement les autres SPI, notamment la CNNTA. D'une manière générale, les SPI font face à des insuffisances de financement pour leur fonctionnement. Les appuis du SISAAP aux SPI devront toutefois avoir un caractère pérenne pour s'assurer de l'autonomisation du système à la fin du projet.

Implication du niveau local dans le Guéra et le Batha

Une équipe du SISAAP s'est rendue du 22 au 29 décembre 2013 dans les régions du Guéra et du Batha et du 16 au 19 janvier 2014 dans le Batha. Cette mission a permis de rencontrer les autorités locales, les services déconcentrés ainsi que les CRA et CDA pour leur faire prendre connaissance du nouvel appui SISAAP et envisager les collaborations futures. Aussi, la mission s'est entretenue avec les ONG financées par le programme thématique sécurité alimentaire de l'Union Européenne sur les activités en cours. Cette mission a également permis de définir les modalités de suivi des zones à risques.



photo: ©FAO TCHAD

Les locaux du SISAAP au niveau du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation

Premier CSO du projet

Le comité du suivi opérationnel du SISAAP s'est réuni le 16 décembre 2013 et a permis de rappeler aux différents ministères impliqués dans le SISAAP l'origine du projet d'appui, les objectifs à atteindre, les modalités de fonctionnement du SISAAP et les résultats attendus. Les membres du comité ont aussi été informés des activités qui ont été initiées depuis le lancement officiel du projet (avril 2013). Il en ressort un consensus sur la motivation de l'équipe du SISAAP, sur l'appui sans cesse renouvelé de la FAO pour la réussite du SISAAP, et sur la nécessité à ce que tous les acteurs reconnaissent leur implication dans la mise en œuvre du SISAAP.

■ L'équipe d'appui se met en place

L'équipe nationale du SISAAP est structurée autour du coordonnateur national, d'un assistant administratif et Financier, d'une secrétaire de Direction et comprend quatre experts : un en gestion de base de données, un nutritionniste, un statisticien et un agroéconomiste. L'équipe est appuyée par deux experts internationaux de la FAO en sécurité alimentaire et suivi-évaluation qui ont respectivement pris fonction les 10 septembre et 16 novembre 2013, mais aussi par un conseiller technique principal dont l'intérim est assuré par l'expert sécurité alimentaire et dont l'arrivée est prévue début février 2014.

« Produire plus et exporter l'excédent ! »

Ancien cadre du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation, et de la FAO, Ministre depuis 2 mois, Moussa Mahamat Aggrey décline les priorités et objectifs à court terme de son département.

Monsieur le Ministre, en votre qualité d'ancien cadre du ministère de l'Agriculture et de la FAO, dans quelle état d'esprit prenez-vous les rênes de ce département à la tête duquel vous avez été nommé il y a deux mois ?

Tout en vous remerciant de l'honneur que vous me faites, je voudrais en ma qualité d'ancien cadre du Ministère de l'Agriculture, vous assurer de ma disponibilité totale et entière en ce moment où je prends les rennes de ce Ministère. Je me sens comme un étudiant qui vient de passer une deuxième session pour obtenir son diplôme final. Toutefois, ayant bien appris toutes les leçons nécessaires, je me sens très optimiste et croit fermement à ma réussite en me fondant sur l'expérience passée et les exigences du moment. Après deux mois de gestion, je découvre que malgré les moyens encore insuffisants par rapport aux investissements à consentir, la chance de réussite est énorme tant les stratégies, les objectifs et les plans d'actions sont clairs. Il me reste à trouver la meilleure méthode pour mettre en oeuvre différents outils de travail pour atteindre les différents résultats attendus et accroître ainsi la production afin de satisfaire les besoins de la population en produits alimentaires. Mon rêve, c'est de produire plus et d'en exporter l'excédent.

Comment le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (MAI) entend mettre en œuvre le Plan Quinquennal de Développement de l'Agriculture au Tchad et contribuer ainsi à la mise en œuvre du Plan détaillé du développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) dans le cadre du Plan national de développement (PND) ?

Comme un outil technique de mise en œuvre de la politique de développement agricole du Gouvernement, le MAI s'est assigné la mission de traduire en actions concrètes la vision du Chef de l'Etat dont l'objectif est de faire du Tchad un pays émergent d'une manière générale et plus particulièrement un pays indépendant sur le plan alimentaire. A cet effet, toutes les actions faisant l'objet du Plan d'action 2014/2015 du MAI tirent leur substance des actes du Forum national de développement sur le monde rural tenu en janvier 2012 et se déclinent en cinq axes prioritaires contenus dans le Plan Quinquennal de développement de l'agriculture 2013-2018, qui est une composante du PND. Ainsi, la réalisation des activités programmées dans le cadre le Plan Quinquennal bénéficiera effectivement à la mise en œuvre du PDDAA, plate forme de planification.

Le Gouvernement met en place son système d'information durable sur la sécurité alimentaire et d'alerte précoce (SISSAAP), pouvez-vous nous dire en quoi ce système diffère des anciens qui ont connu des résultats assez mitigés ?

Le Gouvernement du Tchad avec l'appui de ses partenaires, notamment l'Union Européenne et la FAO, a mis en place un nouveau projet pour redynamiser le système d'information sur la sécurité alimentaire et l'alerte précoce. En effet, la particularité du nouveau projet est qu'il permettra de centraliser toutes les informations sur la situation alimentaire dans une base de données nationale mais aussi de coordonner les activités des différents services pourvoyeurs (publics et privés) afin de faciliter les décisions du CASAGC. L'occasion me paraît opportune pour rappeler l'importance du SISAAP dans un pays sahélien comme le Tchad où les effets dus aux chocs agro-climatiques sont parfois sujets à d'énormes difficultés sur le plan alimentaire et nutritionnel. Pour ces raisons, les actions du SISAAP doivent se prévaloir durables, pour mieux permettre d'appréhender toute la problématique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et mieux informer les décideurs sur la vulnérabilité de nos populations, qui sont à 78% des ruraux et à vocation agro-pastorale.

La deuxième phase du projet de coopération Sud-Sud entre le Tchad et le Vietnam semble être en voie de concrétisation. Pouvez-vous nous en dire plus? Et dans quelle mesure le premier volet du projet a constitué une valeur ajoutée pour le Tchad ?

Effectivement, une seconde phase du projet de coopération Sud – Sud entre le Tchad et le Vietnam est en voie de finalisation car déjà en octobre, un premier draft a été élaboré par une équipe d'experts tchadiens et vietnamiens sous la supervision du Chef de division du département de la coopération Sud – Sud au siège de la FAO. Le projet de cette seconde phase aura une durée de trois ans et son objectif principal est de contribuer à la mise en œuvre du Plan Quinquennal de Développement de l'Agriculture qui constitue le volet agricole du PND.

S'agissant de la valeur ajoutée, il faut reconnaître que les experts et techniciens ont une bonne maîtrise des connaissances techniques dans les domaines sollicités mais leur contrainte majeure est la non maîtrise de

la langue française. Toutefois, on note leurs bonnes empreintes dans différents domaines, tout d'abord sur les tests variétaux du riz dans les régions de Tandjilé et du Salamat où des rendements importants ont été enregistrés (5 à 9 tonnes avec la variété SR-2) ; mais aussi dans l'amélioration de la quantité et qualité du miel avec les groupements des apiculteurs dans la région du Mandoul; ainsi que dans l'amélioration des techniques avicoles, particulièrement avec les poules pondeuses dans la zone périphérique de N'Djaména; et enfin dans l'appui aux groupements piscicoles à Bongor.

Quels sont les nouveaux projets du MAI et de ses partenaires pour 2014 ?

Les projets relevant du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation sont au nombre de 16 dont la majorité est concentrée dans la bande sahélienne eu égard à sa vulnérabilité aux aléas et chocs climatiques. Pour l'année 2014 ; plusieurs projets connaîtront leur début d'exécution. Il s'agit notamment du Projet d'appui à la formulation de la politique semencière nationale (FAO), du Projet d'appui au recensement général de l'Agriculture (FAO); du Projet de Développement de la riziculture dans la plaine du Chari-Logone (Banque Islamique du Développement (BID)) ; du projet d'appui à la production agricole au Tchad (BM) et du Programme Régional pour le renforcement de la résilience des pays du sahel à l'insécurité alimentaire (BID). Ces projets ou programmes seront également renforcés par d'autres opérations en cours de préparation et dont leur approbation interviendra en 2014, notamment: le Projet amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad, avec le FIDA ; et le Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (BAD).



photo: ©RasoaingofaO TCHAD

Le personnel de la FAO/Tchad dit aurevoir à Germain Dasyilva

Le jeudi 30 janvier, toute l'équipe de la FAO-Tchad s'est retrouvée autour du Représentant pour son pot de départ. Discours, cadeaux, rires et souvenirs...l'ambiance était bon enfant. Ici, le Représentant apprécie un des nombreux cadeaux qu'il a reçu au cours de la soirée.



photos: ©Rasoulhango/FAO TCHAD



Après le «waka-waka», traditionnel café du vendredi matin, le personnel lui dit «bye bye»...

Avant de quitter le Tchad, le Représentant a tenu à témoigner la reconnaissance de la FAO aux Ambassadrices locales de bonne volonté, *Mounira Mitchala*, chanteuse et compositrice (ci-dessus), et *Lydie Romneloum*, Miss Tchad 2012 (ci-dessous).



Gestion axée sur les Résultats : la FAO lance une enquête sur des données référence au niveau mondial

La FAO lance une enquête dénommée « enquête initiale interne » dans 40 pays retenus comme échantillon et dont le Tchad fait partie. Cette enquête permettra d'évaluer la contribution de la FAO au niveau des pays membres durant la mise en œuvre du nouveau Plan à moyen terme (PMT) 2014-2017 et les efforts en faveur de l'atteinte des objectifs stratégiques de l'Organisation définis conjointement avec les Etats membres.

« Améliorer l'impact des services que nous rendons aux États Membres en appuyant ces derniers dans leur marche vers une société libérée de la faim, une société durable », c'est l'objectif principal fixé par le Directeur Général de la FAO quand il a proposé le Plan à moyen terme (PMT) quadriennal (2014-2017).

Ce nouveau plan s'articule sur les cinq objectifs stratégiques de l'Organisation. Ces derniers, définis conjointement avec les Etats membres, sont basés sur un socle commun qui est l'élimination de la faim et non plus sa

simple réduction.

C'est dans le cadre de la mise en œuvre de ce PMT que la FAO a lancé une enquête dénommée « enquête initiale interne » conduite dans un échantillon de 40 pays dont le Tchad.

Après une phase pilote qui s'est déroulée en août et septembre 2013, la phase complète de l'enquête a débuté en décembre 2013 et devra s'achever en Avril 2014. Dans chaque pays de l'échantillon, un événement spécifique de collecte de données aura lieu et durant lequel des questionnaires

structurés seront administrés à des répondants issus de diverses institutions au niveau national (Gouvernement, Nations Unies, Organisations internationales, experts du monde scientifique et académique, de la société civile, du secteur privé...). Les données de référence issues de cette enquête seront ensuite utilisées pour évaluer les changements qui se sont produits dans les pays à la fin de chaque exercice biennal, c'est-à-dire à la fin de l'exercice 2014-2015 et 2016-2017, pour s'assurer de la bonne mise en œuvre du PMT et du niveau d'atteinte des objectifs.

Journées de réflexion du personnel de la FAO Tchad

Deux ans après la retraite de Dougia, au nord-ouest de N'Djaména, l'équipe de la Représentation de la FAO au Tchad était de nouveau réunis, les 17 et 18 décembre 2013 pour deux journées de réflexion à l'Hôtel Méridien Chari de N'Djaména.



photo: ©FAO TCHAD

L'équipe de la FAO Tchad à la fin des travaux

L'objectif principal de ces journées était de renforcer les liens entre les membres de l'équipe de la FAO/Tchad et de faire le point sur les actions engagées depuis la dernière retraite, et en tenant compte du Cadre de programmation pays (CPP 2012-2016). Une attention particulière a été accordée à la manière d'améliorer l'efficacité, la visibilité et l'impact des interventions de la FAO au Tchad.

Les séances de travail ont regroupé toute l'équipe de la Représentation à N'Djaména, les coordonnateurs nationaux des projets, ainsi que les collègues des sous-bureaux (Mao, Nokou, Goz Beida).

En matière de politique interne, la retraite a permis de se concentrer sur

le processus de réforme de la FAO et ses implications, le changement de culture du personnel, les questions d'éthique, et de déontologie.

Les connaissances du personnel en matière de procédures d'achat ont également été renforcées à la satisfaction de tous.

Les activités de communication et la politique de plaidoyer du bureau ont tenu une place importante dans cette retraite, conformément aux objectifs de la FAO de renforcer la visibilité de ses actions.

L'équipe s'est également entretenue sur la situation du développement dans le pays, et notamment les défis que présente la campagne agropastorale 2013-2014, au cœur du mandat de l'Organisation.

Une revue et une projection des projets et programmes passés, en cours et à venir ont été abordés au cours de ces journées.

Cette retraite s'est déroulée dans une ambiance conviviale et a été ponctuée par des animations ludiques et informatives, notamment des 'quizz' qui portent sur la connaissance de l'Organisation en général, son mandat, ses valeurs et bien d'autres thèmes.

La fin des deux journées fut marquée par une chaleureuse réception offerte par le Représentant à sa résidence.

Formation sur les procédures d'achats à l'attention du personnel de la FAO

L'unité locale des achats a organisé le 14 janvier 2014 une formation relative aux procédures d'achat (section du manuel 502 de la FAO) à l'attention du personnel. Elle a été assurée par Christian Abi Nassif, fonctionnaire des achats à la FAO Tchad.



photo: ©Rasohaingo/FAO TCHAD

Le dépouillement des offres se fait, selon les procédures, sous la vigilance d'un comité.

À travers cette formation, l'Organisation a souhaité renforcer les acquis du personnel en matière de procédures et de planification des achats. Cette séance a également permis au personnel de poser des questions au sujet des différents défis auxquels il fait face au quotidien dans ce domaine. L'objectif de la formation était d'améliorer l'organisation et la programmation

des achats, de gagner en efficacité, pour aussi bénéficier d'une réduction des coûts.

Les capacités du personnel ont été renforcées par l'apprentissage d'une manière plus efficace de préparer les demandes d'achats (ou PRs) et les commandes relatives aux biens, services et travaux sur le nouveau système de gestion de la FAO (GRMS).

L'ambassadeur des Etats-Unis au Tchad, en visite à la FAO

Le mercredi 15 janvier, l'Ambassadeur des Etats-Unis au Tchad, SEM James Knight est venu en visite de courtoisie dans les locaux de l'Organisation. Au cours de cette rencontre, l'Ambassadeur a échangé avec quelques membres de l'équipe de la FAO au sujet des principales réalisations de

l'Organisation et les activités prévues pour 2014. M. l'Ambassadeur a témoigné un vif intérêt pour la filière cameline dans le pays. Cette rencontre s'est achevée par une visite des locaux de la FAO.

Ci-contre, le Représentant de la FAO (à g.) et SEM l'Ambassadeur des Etats-Unis

Le Ministre de l'Agriculture et l'équipe de la FAO, autour d'un café



photo: ©Rasohaingo/FAO TCHAD

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, M. Moussa Mahamat Aggrey (à g.) en discussion avec le Représentant de la FAO

Le 6 décembre 2013, au cours du café hebdomadaire du personnel de la FAO, le Ministre de l'Agriculture et de l'irrigation, M. Moussa Mahamat Aggrey, nouvellement nommé, est venu en visite dans les bureaux de la Représentation, accompagné de membres de son équipe. Le Ministre, ancien chargé de programme à la FAO, en a profité pour échanger avec tout le personnel, en toute convivialité. Cette rencontre s'est clôturée par la visite des locaux, guidée par le Représentant.



photo: ©Rasohaingo/FAO TCHAD

L'Actualité de la Représentation

Visites de terrain

Du 1er au 12 décembre 2013, **Mme Bahri Tarub**, fonctionnaire des pêches au siège; **Mme Florence Poulain**, fonctionnaire chargée de pêche et de l'aquaculture au siège et **M. Alain Kodjo**, consultant international en pêche ont effectué une mission de formation sur l'approche écosystémique des pêches dans le bassin du lac-Tchad.

Du 02 au 12 décembre 2013, **M. Assitou Ndinga**, consultant international en appui à l'élaboration du RPP (readiness preparation proposal) du Tchad et **M. Igor Tola Kagadou**, consultant international REDD+ ont effectué une mission de cadrage des activités à mener pour l'élaboration du RPP (proposition de mesures pour l'état de préparation dans le cadre du projet réduction des émissions dues à la dégradation et à la déforestation des forêts).

Du 10 au 14 décembre 2013, **M. Manning Peter Robert**, consultant de la FAO en pêche au siège de la FAO ; **M. Moustapha Kebe**, consultant international en pêche de la FAO et **M. Gertjan de Graaf**, consultant de la FAO en pêche au siège de la FAO, ont effectué une mission de formation sur le système de suivi des statistiques des pêches dans le bassin du lac Tchad.

Du 17 au 20 décembre 2013, **M. Mohamed Lemine Hamouny**, secrétaire exécutif de la Commission de Lutte Contre Le Criquet En Région Occidentale (CLCPRO) et coordonnateur du programme

EMPRES-RO (système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et maladies transfrontières des animaux et des plantes/composante criquet pèlerin) basé en Algérie siège de la CLCPRO a effectué une mission dans le cadre des échanges réguliers avec les autorités Tchadiennes en charges de la lutte contre le criquet pèlerin.

Du 20 au 24 janvier 2014, **Mme Lioba Maria Elisabeth Weingartner Geb. Meier**, consultante internationale et **M. Pierre Rudolphe Leguéné**, consultant international ont effectué une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation du cluster sécurité alimentaire.

Du 19 janvier au 02 février 2014, **Mme Odile Angoran**, fonctionnaire au bureau sous régional de la FAO à Libreville au Gabon ; **M. André Lachapelle**, coordonnateur de projet au centre d'investissement au siège de la FAO et **M. Calixte Alapini**, consultant international agro-économiste de la FAO ont effectué une mission de mise en œuvre du programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA).

Du 24 janvier au 2 février 2014, **M. Abdoulaye Mbaye**, agronome principal du centre d'investissement de la FAO à Rome a effectué une mission d'appui à l'élaboration des programmes pluriannuels «Résilience pays» de la FAO, et au processus de préparation des «priorités résilience

pays» pour la mise en œuvre de l'alliance globale pour une initiative résilience «AGIR».

Du 30 janvier au 05 février 2014, **M. Abdou Aziz Thioune**, expert régional pastoralisme a effectué une mission de suivi et d'appui technique du bureau pays pour la mise en œuvre du projet OSRO/RAF/306/FIN.

Du 20 janvier jusqu'au 05 mars, **M. Salifou Mahaman**, consultant international en politique semencière et développement des programmes et **M. Kalil Kouyaté**, consultant international, agro-économiste sont en mission de mise en œuvre du projet TCP/CHD/3403 : «Appui à l'élaboration d'une politique semencière au Tchad».

Responsable de Publication
Germain Dasyva

Comité de rédaction
Marc Abdala
Batédjim Noudjalbaye
Toyoun Nguenaye
François Mbaïdedji
Constant Keideur
Vincent Boulardot
Marianne Tinlot
Alice Verrier
Valérie Rasoahaingo
& les coordonnateurs de projets

Ont contribué à ce numéro
Ngarkidane Djidingar
Christian Abi Nassif

Contacts
Représentation FAO au Tchad
Rue 2058, Avenue Félix
Eboué
BP : 101 - N'Djaména Tchad
Tél. : 00235/ 22 52 36 17
Fax : 00235/ 22 51 88 50
Courriel: FAO-TD@fao.org

